

## CORÉE DU SUD-ÉTATS-UNIS. UNE RELATION SOUS INFLUENCE

**Arnaud Leveau**

**L'Esprit du temps | *Outre-Terre***

**2013/3 - N° 37**  
**pages 327 à 342**

**ISSN 1636-3671**

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2013-3-page-327.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Leveau Arnaud, « Corée du Sud-États-Unis. Une relation sous influence »,  
*Outre-Terre*, 2013/3 N° 37, p. 327-342.  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour L'Esprit du temps.

© L'Esprit du temps. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Corée du Sud-États-Unis

## Une relation sous influence

Arnaud Leveau<sup>1</sup>

Mettant fin à une décennie de relations tendues avec les États-Unis, l'élection du conservateur Lee Myung-bak en décembre 2008 à la présidence de la Corée du Sud permit de raffermir les liens entre les deux pays. La période 2009-2012 a donc été marquée par un approfondissement des relations entre la Corée du Sud et les États-Unis illustré notamment par une plus forte coordination sur le dossier nord-coréen et l'entrée en vigueur après de longues négociations d'un accord de libre-échange (KORUS) en mars 2012. Issue du même parti conservateur Park Geun-hye, la nouvelle présidente sud-coréenne ayant pris ses fonctions en mars 2013, devrait maintenir le cap et continuer de placer l'alliance avec les États-Unis au cœur de sa politique étrangère malgré l'apparition de certaines divergences sur le dossier nord-coréen ou encore sur la coopération en matière de nucléaire civil.

### DES DÉBUTS DIFFICILES

Les premiers contacts entre les deux pays remontent à la fin de la dynastie Joseon (1392-1897). En août 1866 le *Général Sherman*, un navire commerçant américain tentant de pénétrer le marché coréen, fut attaqué au large de Pyongyang. Le navire fut brûlé. Les marins survivants, la plupart chinois, furent exécutés. Avec l'expédition Shinmiyangyo en 1871, les États-Unis envoyèrent cinq navires militaires soutenir une mission diplomatique venue négocier un traité commercial. Plusieurs incidents transformèrent cette mission diplomatique en conflit armé. En juin 1871 près de 650 soldats américains débarquèrent sur l'île de Ganghwa, s'emparèrent de plusieurs forts et tuèrent environ 200 soldats coréens. Malgré leurs succès militaires les Américains ne réussirent pas à convaincre les Coréens à négocier. Le régent Daewon-gun renforça même la politique d'isolement. Finalement il faudra attendre jusqu'en 1882 pour que les États-Unis et la Corée signent un traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation. Le traité sera ratifié un an plus tard. À la suite de la guerre russo-japonaise de 1904-1905 les États-Unis ne s'opposeront pas aux prétentions japonaises sur la péninsule coréenne. Ils ferment leur légation à Séoul le 28 novembre 1905 et

<sup>1</sup> Research Professor à l'Institut d'études sur l'Asie Orientale de l'Université Sogang à Séoul (programme HK NRF-362-2008-1-B00018), cofondateur du cabinet de conseil stratégique d'A&B Strategy et membre du groupe de réflexion Asie21

transfèrent toutes les activités diplomatiques à Tokyo. L'annexion de la Corée par le Japon en août 1910 est reconnue par les États-Unis dès le mois suivant.

## UNE FORTE DÉPENDANCE

Pendant toute la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'Occident a porté un intérêt limité à la Corée. Même pendant le second conflit mondial, le sort de la péninsule coréenne n'a pas représenté une priorité stratégique particulière pour les alliés. C'est à peine si la question coréenne fut abordée lors de la conférence du Caire qui réunissait en novembre 1943 les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Chine<sup>2</sup>. L'occupation de la partie sud de la péninsule par l'armée américaine<sup>3</sup> du 8 septembre 1945 au 15 août 1948 et son corollaire, l'occupation soviétique du nord, marquèrent le début de la Guerre froide et de la division du pays. Au Sud, les États-Unis soutiennent activement l'anti-communiste Rhee Syngman. Ils stationnent aussi quelques modestes troupes dans le pays.

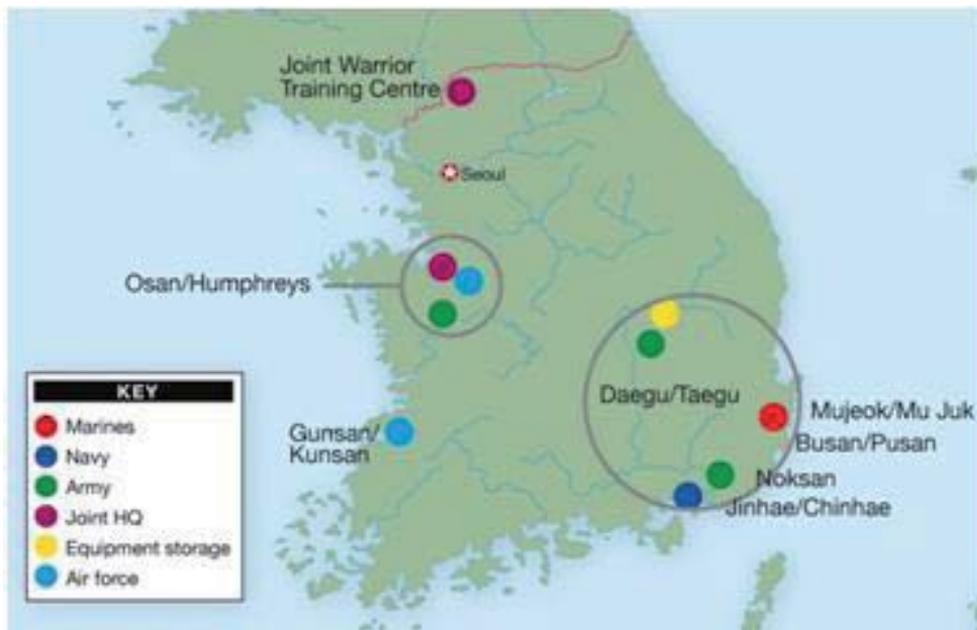
Les relations entre les deux pays se cimentent lors de la guerre de Corée (1950-1953). Les États-Unis avec l'appui des forces de l'Organisation des Nations unies soutiennent la Corée du Sud et repoussent au prix de fortes pertes humaines l'offensive nord-coréenne. Depuis ils maintiennent un fort contingent dans le pays. Il y a aujourd'hui plus de 29 000 soldats américains en Corée du Sud répartis sur 70 sites<sup>4</sup>. En 2016 les forces américaines devraient être regroupées sur trois sites principaux : Busan (Navy), Hosan (Air Force) et Pyeongtaek (Army).

2 En février 1945, la conférence de Yalta décida d'établir à la libération de la Corée un Trusteeship multipartite régi par la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'URSS et la Chine. Lors de la conférence de Postdam en juillet 1945, il fut décidé que les États-Unis et l'URSS se partageraient la Corée de part et d'autre du 38<sup>e</sup> parallèle. Le 10 août de la même année, les Soviétiques pénétrèrent en Corée par le nord. Les Américains débarquèrent au sud le 8 septembre.

3 La partie sud de la péninsule était officiellement dirigée par le gouvernement militaire de l'armée des États-Unis en Corée (*United States Army Military Government in Korea* ou USAMIGIK). Parallèlement à l'occupation américaine du sud, l'armée soviétique établit en août 1945 un gouvernement soviétique civil pour diriger la partie nord et ce jusqu'à la création en février 1946 d'un gouvernement provisoire dirigé par Kim Il-sung.

4 Armée de terre : 19 755 / Force navales (Navy) : 274 / Armée de l'air : 8 815 / Marines : 242.

### Bases américaines après la mise en application du plan de redéploiement (horizon 2016)



Source: *Jane's Sentinel Security Assessment - China and Northeast Asia*, 15 avril 2010

Pendant la période qui va de la fin de la guerre de Corée à celle des années 1980, la Corée du Sud connaît plusieurs régimes autoritaires. Tous ont bénéficié plus ou moins fortement du soutien des Américains. Ces derniers soutiennent d'ailleurs indirectement la répression sanglante à Gwangju en mai 1980, ce qui provoqua la première vague de sentiment anti-américain en Corée du Sud. L'alliance entre les deux pays reste toutefois solide et ce d'autant que 1 200 000 Sud-Coréens vivent aujourd'hui aux États-Unis.

### SOUTIEN SUD-CORÉEN À LA GUERRE AMÉRICAINNE AU VIÊT-NAM (1965-1973)

Dans le cadre de ses opérations extérieures, le baptême du feu de l'armée sud-coréenne remonte à la guerre américaine au Viêt-nam. Le président Park Chung-hee n'a pas été le premier à proposer l'envoi d'un corps expéditionnaire au Sud-Vietnam. Son prédécesseur Rhee Syngman, qui affirmait avoir des ancêtres vietnamiens, avait émis l'idée d'envoyer 60 000 hommes début 1954, pour porter secours aux Français

en Indochine, en échange d'un soutien américain pour une guerre de reconquête du Nord. L'offre, trop coûteuse, avait été rejetée par Dwight D. Eisenhower<sup>5</sup>. Son successeur à la Maison-Blanche, John F. Kennedy, planifia au cours des années 1960 un désengagement progressif de l'aide américaine à la Corée du Sud, concordant avec l'augmentation de l'aide au Japon. L'idée était de replacer le Japon au cœur du développement du capitalisme dans la région et d'encourager le développement de ses industries de pointe. Sur ce plan, la Corée devait se contenter de rester un pays essentiellement agricole et de développer uniquement une industrie légère. En freinant le développement de l'industrie sud-coréenne, l'Administration Kennedy espérait également écarter la possibilité d'une reprise des hostilités dans la péninsule<sup>6</sup>. Cela allait à l'encontre des projets du président Park Chung-hee quant au développement d'une industrie lourde sud-coréenne<sup>7</sup>. Comme son prédécesseur, il proposa à la Maison-Blanche et à son homologue américain, lors d'une visite d'État en 1961, l'envoi d'un corps expéditionnaire sud-coréen au Viêt-nam. Ceci en échange d'une aide accrue au développement d'une industrie sud-coréenne lourde et chimique, pouvant à terme permettre la création d'un complexe militaire autonome. Ayant besoin de soutien dans la guerre américaine au Viêt-nam, les présidents Johnson et Nixon acceptèrent l'offre. De 1965 à 1973, la Corée du Sud envoya plus de 325 000 hommes de troupes et une centaine de milliers d'ouvriers civils. En échange, la Corée du Sud perçut plus de 8 milliards de dollars sous forme de subventions, de prêts, de transferts de technologie et d'accès privilégiés au marché américain. L'ancien ministre sud-coréen des Affaires étrangères Lee Dong-won (1964-1966) décrivit dans ses mémoires l'engagement sud-coréen au Viêt-nam comme une « recherche d'or dans la jungle »<sup>8</sup>. La participation sud-coréenne au conflit américain n'était pour le président Park qu'un moyen et non pas une fin. Le sort final du Viêt-nam importait peu : il fallait simplement faire durer le conflit au maximum afin de continuer à bénéficier de l'aide exceptionnelle américaine. Cela permettait également à la Corée du Sud d'occuper et « exporter » plusieurs milliers de jeunes peu qualifiés. La participation sud-coréenne à cette guerre contribua fortement à ce que les économistes appellèrent plus tard le « miracle du fleuve Han », à savoir le développement rapide et efficace de l'industrie lourde sud-coréenne<sup>9</sup>. Elle permit également, d'une certaine manière, le prolongement dans la durée de l'autoritarisme du système politique sud-coréen. Pendant toute cette première phase de décollage de l'économie sud-coréenne, le gou-

5 Voir la thèse de doctorat de Kwak Tae-yang, « *The Anvil of War* : The Legacies of Korean Participation in the Vietnam War », soutenue à Harvard en 2006 (chapitres 2 et 4).

6 Cf. Im Hyug-Baeg, « The US role in Korean democracy and security since cold war era », *International Relations of the Asia Pacific*, vol. 6, n° 2, août 2006, p.157-187

7 Cf. Park Tae-Gyun, « Change in U.S. Policy Toward South Korea in the Early 1960s », *Korean Studies*, vol. 23, 1999, University Press of Hawaii, p. 94-120.

8 Cf. Kwak Tae-yang, *The Korea Republic in Southeast Asia : Expanding Influences and Relations*, in David L. Steinberg (éd.), *Korea's Changing Roles in Southeast Asia*, Iseas, Singapour, 2010, p. 308

9 Cf. Bruce Cumings, *Korea's Place in the Sun*, New York, W.W Norton & Company, 1998, 528 p. (édition révisée en 2005), voir aussi Juergen Kleiner, *Korea A Century of Change*, Singapour, World Scientific, 2001, 429 p. (chapitre 15, « Miracle on the Han River », p. 254).

vernement a favorisé l'importation des matières premières et de la technologie aux dépens des biens de consommation. Il a encouragé l'épargne et l'investissement au détriment de la consommation. Selon Éric Bidet<sup>10</sup>, la normalisation en 1965 des relations nippo-sud-coréennes a également contribué à l'essor économique du pays et « à cette influence japonaise est venue s'ajouter une aide financière et technologique importante des États-Unis en soutien à l'engagement des autorités sud-coréennes dans la lutte contre le communisme »<sup>11</sup>. En garantissant l'approvisionnement énergétique ainsi que les importations stratégiques du pays (dont les volumes restaient limités), les États-Unis ont contribué indirectement à maintenir l'éloignement de la Corée du reste de l'Asie<sup>12</sup>.

## UN BESOIN DE SÉCURITÉ

Jusqu'au début des années 1970, la perception sud-coréenne de la menace pouvait se résumer à quatre facteurs principaux : premièrement, la crainte d'une nouvelle invasion de la Corée du Nord, deuxièmement, les actions terroristes orchestrées par la Corée du Nord, l'espionnage et les tentatives de déstabilisation, troisièmement, l'engagement sud-coréen au Viêt-nam. Et, enfin, une dépendance militaire très forte par rapport aux États-Unis, y compris en ce qui concerne le renseignement. La baisse de l'engagement américain dans la région édictée à Guam par le président Nixon en 1969, et le retrait limité de forces américaines de la péninsule annoncé en 1977 par le président Jimmy Carter poussèrent la Corée du président Park Chung-hee à lancer un vaste programme de modernisation de son industrie lourde et militaire. Cela conduisit également au développement de son premier programme de missiles balistiques *Yulgok*. Elles amenèrent aussi Park Chung-hee à intensifier ses initiatives diplomatiques, notamment en direction de l'Asie du Sud-Est. L'élargissement progressif des sphères diplomatique et économique de la Corée ne remit pourtant jamais en cause la priorité de son alliance avec les États-Unis. En dehors des missions pour l'ONU auxquelles elle contribue encore modestement, la Corée du Sud a, depuis la guerre du Viêt-nam, mené son action militaire extérieure conjointement à celle des États-Unis, acceptant de contribuer fortement à la première guerre du Golfe en 1991 et à la guerre d'Irak en 2003.

10 Cf. Éric Bidet, *Corée du Sud : économie sociale et société civile*, Paris, Paris, L'Harmattan, 2003, 265 p.

11 Cf. Kong Tat Yan, *The Politics of Economic Reform in South Korea: A Fragile Miracle*, Routledge, Advances in Korean Studies, 2000, 304 p.

12 Voir le rapport de Michael Pillsbury, *AID and Economic Policy Reform: Origins and Case Studies*, USAID, Vienna (Virginie), 1993, 134 p. ; en particulier « Korea 1964-65: The Export Promotion Program », p. 48-54.

## UNE DÉCENNIE DÉLICATE (1998-2008)

À partir de 1998 les relations entre les deux pays deviennent plus problématiques. Le président Kim Dae-jung (1998-2003) et le Parti démocratique uni souhaitent une plus grande indépendance vis-à-vis des États-Unis ainsi qu'une approche différente du dossier nord-coréen avec la mise en place de la « politique du Rayon de Soleil » (*Sunshine Policy*)<sup>13</sup> que poursuivra son successeur le président Roh Moo-hyun (2003-2008). L'objectif de cette politique était « [d'instaurer] un climat de confiance entre les deux Corées et de favoriser le développement et l'ouverture de la Corée du Nord afin d'éviter un effondrement économique de cette dernière ». Dans son discours d'investiture en février 1998, le président Kim Dae-jung allait définir les trois grands principes de cette politique. Premièrement, la Corée du Sud ne tolérera aucune provocation militaire du Nord, deuxièmement, elle ne cherchera pas à réunifier la péninsule en absorbant la Corée du Nord, enfin, le gouvernement sud-coréen cherchera à promouvoir la réconciliation et la coopération entre les deux Corées afin de contribuer à leur coexistence pacifique. Son successeur reprit à son compte ces trois grands principes dans ce qu'il nomma « politique de paix et de prospérité »<sup>14</sup>. Le gouvernement souhaitait alors élargir et intensifier la coopération avec la Corée du Nord. L'objectif était d'institutionnaliser le processus afin de le pérenniser. On peut mettre à l'actif de cette présidence la construction du complexe touristique de Geumgang ainsi que le développement de la zone industrielle de Gaesong (Kaesong). Dans le premier cas il s'agissait de l'ouverture d'un circuit touristique dans l'ancienne capitale du royaume de Goryeo (312-1392), et du raccordement à travers la zone démilitarisée de la route d'accès au mont Geumgang, afin de transporter les touristes sud-coréens. Le deuxième sommet intercoréen d'octobre 2007 a encore permis d'initier le projet de création d'une zone spéciale de paix et de coopération en mer Jaune. Ce projet audacieux fut abandonné quelques mois plus tard sous la présidence de Lee Myung-bak (2008-2012).

Avec l'arrivée de George W. Bush à la Maison-Blanche en 2000 les relations entre la Corée du Sud et les États-Unis se tendent, essentiellement sur la question de la Corée du Nord mais aussi quant à la présence militaire américaine en Corée du Sud. Des désaccords commerciaux viennent de la même manière compliquer la situation. L'invasion de l'Irak en 2003 avive le sentiment anti-américain d'une partie de l'opinion publique, surtout chez les plus jeunes qui n'hésitent plus à manifester leur mécontentement face à la présence des troupes américaines sur le territoire sud-

13 Cf. Norman Levin, Han Yong-sup, *Sunshine in Korea, The South Korea Debate over Policies Toward North Korea*, Rand Center for Asia Pacific Policy, Santa Monica, 2002, 143 p. Voir également : 햇볕정책, 논란을 넘어 반성과정찰로 (réflexion et introspection autour de la controverse sur la *Sunshine Policy*), article de 정영철 (Jeong Young-cheoll), professeur à l'université Sogang, publié le 23 août 2011 sur le site <[www.pressian.com/article/article.asp?article\\_num=30110823101125&section=05](http://www.pressian.com/article/article.asp?article_num=30110823101125&section=05) [mars 2013]>.

14 Cf. Kang In-duk, « Toward Peace and Prosperity: the New Government's North Korea Policy », *East Asian Review*, vol. 15, n° 1, printemps 2003, p. 3-18.

coréen. L'opinion publique sud-coréenne avait déjà été échaudée par l'« incident de l'autoroute de Yangju » en juin 2002 au cours duquel deux jeunes filles de 14 ans étaient mortes après avoir été renversées par un véhicule militaire américain retournant à la base d'Uijeongbu. Les militaires impliqués dans l'accident ne furent pas reconnus coupables de négligence ce qui déclencha la colère d'une large fraction de l'opinion publique sud-coréenne.

L'expression d'un nouvel antiaméricanisme en Corée du Sud est la conséquence de l'arrivée à maturité de citoyens n'ayant pas vécu la guerre de Corée et d'un renouveau du sentiment national sud-coréen. Ainsi un sondage réalisé en 2004 indiquait que les États-Unis étaient perçus comme une puissance plus menaçante que la Corée du Nord<sup>15</sup>. Cela n'empêchera pas le président Roh Moo-hyun d'envoyer 3 000 soldats en Irak en 2003 à la demande des États-Unis. Ils seront progressivement rapatriés à partir de début 2006 avant leur évacuation définitive fin 2008<sup>16</sup>. L'alliance avec les États-Unis avait toutefois été réaffirmée en février 2007 avec la visite du secrétaire à la Défense, Robert Gates. L'impopularité de l'intervention en Irak a été l'un des facteurs qui ont provoqué la défaite du Parti démocratique uni à l'élection présidentielle de décembre 2007.

## ALTERNANCE ET RAPPROCHEMENT (2008-2012)

Après dix années de gouvernance du Parti démocratique uni, la Corée du Sud connaît l'alternance politique du fait de l'arrivée au pouvoir du conservateur Lee Myung-bak en février 2008. Partisan d'une ligne plus ferme à l'égard de la Corée du Nord et d'un apaisement avec les États-Unis, le président Lee se lance dès sa prise de fonction dans une stratégie de rééquilibrage de ses relations internationales. Il inaugure ainsi en 2009 une nouvelle politique asiatique, inscrite dans une stratégie plus large intitulée *Global Korea*. Celle-ci s'organise autour du développement d'une diplomatie de réseau, dont l'objectif affiché est de déplacer l'alliance avec les États-Unis du niveau régional à un niveau global. Il s'agit d'étendre les missions de cette alliance à la promotion de la paix au-delà du périmètre traditionnel de l'action sud-coréenne. Le raisonnement du président Lee Myung-bak part de l'interconnexion de plus en plus poussée entre les grandes économies du monde et des enjeux mondiaux de sécurité.

L'alliance avec les États-Unis était initialement conçue en réponse à la menace que représentait et représente toujours la Corée du Nord. Si la question nord-coréenne

15 Cf. Larry A. Niksch, *Korea : U.S.-Korean Relations – Issues for Congress*, CRS (Congressional Research Service) Issue Brief for Congress, 16 juin 2005, p.14, <[www.fas.org/sgp/crs/row/IB98045.pdf](http://www.fas.org/sgp/crs/row/IB98045.pdf)> [mars 2013].

16 Un second contingent a été envoyé en 2009.

reste au cœur de l'alliance, cette dernière doit du point de vue de l'administration sud-coréenne être étendue à la promotion de valeurs communes et reposer sur la confiance. Aux yeux des autorités actuelles, la Corée du Sud et les États-Unis partagent une vision similaire de la promotion de la démocratie et de l'économie de marché<sup>17</sup>. Par conséquent, les deux pays peuvent œuvrer de concert à résoudre des problèmes globaux comme la lutte contre le terrorisme, les épidémies et les problèmes de santé, la réduction de la pauvreté, la préservation de l'environnement<sup>18</sup>. En voulant dépasser la question de sa sécurité par rapport à la Corée du Nord et en affichant sa volonté de devenir un acteur majeur dans la résolution des conflits internationaux, la Corée du Sud va au-delà de son habituelle vision nord-est asiatique. Sous Roh Moo-hyun (2003-2008), le pays ambitionnait d'être le point d'équilibre des grandes puissances en Asie du Nord et souhaitait jouer un rôle de facilitateur du dialogue. L'échec relatif de cette politique allait conduire la Corée à regarder plus loin et à dépasser son horizon traditionnel. Le pays semble avoir confiance en lui et ne plus craindre une confrontation directe avec la Corée du Nord. Le modèle suivi est celui de la Grande-Bretagne. En multipliant les accords de libre-échange, la Corée veut apparaître économiquement comme une plaque tournante pour le commerce et les échanges. Politiquement, le pays veut être perçu comme le plus fidèle allié des États-Unis en Asie. Pour ce faire, il cherche à redéployer ses moyens de défense pour se doter de forces de projection et d'intervention supérieures, capables de s'engager pleinement aux côtés des États-Unis et des puissances occidentales.

## LA « PATIENCE STRATÉGIQUE »

En 2008, la fin de la *Sunshine Policy* marque la rupture d'une dynamique vertueuse de rapprochement. Suite à des rumeurs sur une prétendue dégradation de l'état de santé du leader nord-coréen Kim Jong-il en 2008, les ministères de la Défense américain et sud-coréen mettent au point conjointement un plan. Celui-ci vise à désarmer l'armée nord-coréenne et à réunifier la péninsule sous la houlette du Sud en cas d'effondrement du régime du Nord<sup>19</sup>. Depuis se sont produits toute une série d'incidents meurtriers entre les deux Corées. Ce qui a provoqué un accroissement important des tensions dans la péninsule et intensifié les relations de la Corée du Sud avec les États-Unis. Une situation voulue par le président Lee Myung-bak, avec une Corée du Sud plus méfiante vis-à-vis de la Chine.

17 Cf. Sheen Seongho, « To Be or Not to Be : South Korea's East Asia Security Strategy and the Unification Quandary », *The International Spectator*, vol. 44, n° 2, juin 2009, p. 41-58.

18 Intervention du président Lee Myung-bak au gala annuel de la Korean Society à New York, le 15 avril 2008.

19 L'opération conjointe 5029269 a été perçue au Nord comme une déclaration de guerre. Le plan a également été critiqué en Corée du Sud, certains craignant qu'il ne conduise le pays à abandonner une partie de sa souveraineté au profit des États-Unis.

De 2009 à 2012 la coopération américano-sud-coréenne sur le dossier nord-coréen a été particulièrement étroite. Les administrations Obama et Lee vont adopter le programme « Patience stratégique » lequel se subdivise en quatre piliers :

- Laisser la porte ouverte à la reprise des négociations à six (États-Unis, Chine, Russie, Japon et les deux Corées) sur la question du nucléaire nord-coréen mais refuser la réouverture des négociations sans l'assurance que la Corée du Nord prendra des mesures irréversibles pour sa dénucléarisation ;
- Insister sur le fait que les négociations à six de même que des contacts directs entre les États-Unis et la Corée du Nord doivent être précédés de pourparlers entre les deux Corées sur la dénucléarisation du Nord ainsi que par une amélioration des relations entre le Nord et le Sud ;
- Faire évoluer progressivement l'approche chinoise de la Corée du Nord ;
- Répondre aux provocations de la Corée du Nord par des sanctions plus sévères, renforcer les manœuvres militaires américano-sud-coréennes et promouvoir l'élargissement de l'alliance au sein d'une coopération trilatérale avec le Japon.

Cette approche à la fois passive et agressive a pour objectif principal de limiter la prolifération nucléaire nord-coréenne plutôt que de la stopper. Ni les États-Unis ni la Corée du Sud n'envisagent que la Corée du Nord puisse renoncer à son programme nucléaire dans un avenir proche. Le troisième essai nucléaire nord-coréen du 12 février 2013 et les provocations du printemps 2013 ont justifié cette analyse.

## **QUELLES RELATIONS SOUS LA PRÉSIDENTE PARK ?**

Park Geun-hye, candidate du parti conservateur Saenuri (Nouvelle frontière), a été élue le 19 décembre 2012 à la présidence de la République de Corée avec 51,5 % des voix. Mme Park a surfé sur la très faible popularité du président sortant Lee Myung-bak pourtant membre du même parti qu'elle. Soucieuse de se démarquer de la politique suivie par l'administration Lee, elle a pris des positions pouvant être considérées sur l'échiquier politique sud-coréen comme « centristes ».

Sur le plan international, tout en réaffirmant l'importance de la relation avec les États-Unis, elle propose de renouer très rapidement les relations avec la Corée du Nord par une approche alliant « fermeté et flexibilité » mais sans en définir précisément les contours. Elle affirme souhaiter une approche plus pragmatique de sa politique étrangère notamment vis-à-vis de la Chine et du Japon. En dehors d'une reprise du dialogue avec la Corée du Nord et d'une politique sociale plus généreuse, l'élection de Mme Park ne bouleversera pas l'échiquier politique sud-coréen. Son action s'inscrira en grande partie dans la continuité de celle de son prédécesseur

d'autant que Kim Kwan-jin, ministre de la Défense de l'administration Lee, restera en fonction.

## COOPÉRATION NUCLÉAIRE

La Corée du Sud et les États-Unis coopèrent sur le nucléaire civil depuis près d'un demi-siècle. L'accord actuel (123) de coopération arrivera à échéance en 2014. Les deux pays ont entamé en octobre 2010 des pourparlers pour son renouvellement. Un second cycle de négociations s'est tenu en mars 2011 au cours duquel un avant-projet a été soumis aux Sud-Coréens par la partie américaine. Les négociations se poursuivent.

Les points de désaccord potentiel concernent le traitement des combustibles usés ainsi que la question de l'enrichissement d'uranium. D'après l'accord américano-sud-coréen de 1974 la Corée du Sud doit obtenir l'aval préalable des États-Unis pour enrichir de l'uranium et traiter des combustibles nucléaires usés. Alors que les États-Unis restent réticents, la Corée du Sud souhaite aujourd'hui se doter d'une technologie (pyroprocessing) qui lui permettrait d'enrichir par elle-même l'uranium et de traiter les combustibles usés provenant de ses 23 réacteurs civils<sup>20</sup>. Des frustrations se font entendre à Séoul concernant le peu de communication et le manque de compréhension des partenaires américains sur ce dossier. La question est devenue un sujet sensible et ce d'autant que beaucoup au sein du parti conservateur y voient une question de souveraineté nationale.

C'est parallèlement la question de l'impact sur l'environnement et la santé publique des produits chimiques enterrés sous les bases militaires américaines depuis la guerre de Corée qui soulève régulièrement les interrogations de l'opinion publique et des autorités sud-coréennes.

## RÉVISION DU PROGRAMME DE MISSILES BALISTIQUES

Après deux ans de négociations la Corée du Sud a annoncé le 7 octobre 2012 que les États-Unis avaient donné leur accord pour permettre au pays d'accroître la portée de ses missiles balistiques de 300 à 800 km et d'en augmenter la charge de 500 à 1 000 kg. Cette dernière doit décroître en fonction de la portée. Si ce nouvel accord ne contredit pas le *Missile Technology Control Regime* (MTCR), il a certainement nui à la crédibilité de la politique américaine de contrôle des armements. Plus précisément

20 29,5 % de la production électrique en 2012 – objectif de 60 % en 2035.

il est possible que le lancement d'une fusée *Unha-3* dérivée du missile balistique *Taepodong-2* par la Corée du Nord le 12 décembre 2012 ait été une réponse à ce que les Nord-Coréens ont perçu comme une autorisation de prolifération pour la Corée du Sud.

## COOPÉRATION MILITAIRE

L'alliance des deux pays est ancrée dans le traité de défense mutuelle de 1953. Dans le cadre de cet accord les États-Unis maintiennent une force militaire permanente dans la péninsule depuis la fin de la guerre de Corée. La Corée du Sud est englobée dans la dissuasion élargie du parapluie nucléaire américain. La visite en octobre 2011 du secrétaire américain à la Défense Leon Panetta en Corée du Sud et au Japon avait pour but de rassurer les deux principaux alliés de Washington dans la région de la solidité de l'implication américaine en Asie-Pacifique malgré les rigueurs budgétaires. Au cours de ce déplacement Leon Panetta a confirmé l'engagement pris par le Président Obama de maintenir les troupes américaines en Corée du Sud à leur niveau actuel<sup>21</sup>.

Depuis 2009 la coopération militaire entre les deux pays s'est renforcée notamment par l'organisation de réunions 2+2 (côté américain le secrétaire d'État et le secrétaire à la Défense ; côté coréen le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense). La première réunion s'est tenue en juillet 2010 et a été marquée par une visite dans la zone démilitarisée (DMZ) en commémoration du début de la guerre de Corée. Les manœuvres conjointes effectuées juste après la tenue de cette réunion ont inclus la participation du porte-avions américain *George Washington* et d'avions *F-22*<sup>22</sup>.

En 2012 de nouveaux accords sur la cybersécurité et les programmes de missiles balistiques ont été conclus.

## QUESTIONS BUDGÉTAIRES

En juin 2009 les administrations Obama et Lee ont proposé une « vision commune de l'alliance » (Joint Vision for the Alliance<sup>23</sup>) censée ouvrir la porte à de nouvelles

21 Full text of joint communique of ROK-U.S Security Consultative Meeting, dépêche de l'agence Yonhap du 28 Octobre 2011 (article 6), <english.yonhapnews.co.kr/national/2011/10/28/60/0301000000AEN20111028002000315F.HTML> [mars 2013].

22 Ce sont au total 8 000 soldats qui ont pris part à ces manœuvres conjointes, plus de 200 avions dont pour la première fois des *F-22 Raptor*.

23 Texte disponible sur le site de la Maison-Blanche, <www.whitehouse.gov/the\_press\_office/Joint-vision-for-the-allian-

coopérations notamment en termes d'intervention extérieure. Après la décision de reporter à la demande des Sud-Coréens le transfert du commandement opérationnel en temps de guerre (*Wartime Operational control* – Opcon) en 2015<sup>24</sup> les deux pays ont élaboré une feuille de route pour une Alliance stratégique au-delà de 2015 (*Strategic Alliance 2015 Roadmap*).

En vertu de l'accord sur les mesures spéciales (*Special Measures Agreement* – SMA) de 2009 qui reste valide jusqu'en 2013, le montant de la participation sud-coréenne au maintien des troupes américaines sur le territoire s'élevait officiellement à 765 millions de dollars en 2012. Au-delà de cette somme la Corée prend en charge entre 40 et 45 % du coût non humain de l'implantation militaire américaine. Le Pentagone a officiellement demandé aux Sud-Coréens d'augmenter leur participation à au moins 50 % après 2013.

## CONCLUSION

Malgré l'entrée en vigueur en mars 2012 de l'accord de libre-échange âprement négocié entre la Corée du Sud et les États-Unis ces derniers ne sont avec 9,8 % des échanges que le cinquième partenaire commercial de la Corée du Sud loin derrière la Chine (19,6 %), et derrière l'ASEAN (11 %), l'Union européenne (10,8 %) et le Japon (10,5 %). L'influence politique et militaire des États-Unis dépasse donc très largement leur influence économique et commerciale.

La Corée du Sud aimerait se présenter aujourd'hui comme le balancier ou l'État pivot capable d'équilibrer le jeu des grandes puissances en Asie du Nord-Est. Sa trop forte dépendance à l'égard des États-Unis rend la démarche peu crédible auprès de ses principaux partenaires. Elle est donc en quête d'un rééquilibrage de ses relations et de ses alliances tout en souhaitant maintenir un lien fort avec les États-Unis. Un rapprochement entre l'Europe et la Corée du Sud permettrait à cette dernière d'avancer quant à ses ambitions de passer de la périphérie au centre du monde.

Les grandes puissances d'Asie du Nord-Est, comme la Chine, le Japon, les États-Unis et dans une moindre mesure la Russie ont reconnu le rôle moteur de la Corée du Sud quand cette dernière s'est engagée, sous les présidences de Kim Dae-jung et de Roh Moo-hyun, dans une politique d'ouverture et d'apaisement avec la Corée

---

ce-of-the-United-States-of-America-and-the-Republic-of-Korea> [mars 2013].

24 L'accord de février 2008 prévoyait le transfert du commandement conjoint des forces en temps de guerre à l'armée sud-coréenne et de conduire les autorités sud-coréennes à revoir et à ajuster leur stratégie asiatique. À partir de 2015, les forces américaines en Corée du Sud n'auront plus, aux termes de cet accord, qu'un rôle d'appui. Les changements d'orientation stratégique des États-Unis sont de plus en plus mal acceptés par les Sud-Coréens qui recherchent avant tout la stabilité régionale.

du Nord. Cette politique a été soutenue par les États-Unis, la Chine, le Japon et la Russie. Entre 2000 et 2007, l'agenda sécuritaire régional a paru pour la première fois être dicté en partie par Séoul. Cela n'a pas duré et il n'est pas certain que les principales puissances régionales soient prêtes à accorder à la Corée du Sud ce rôle de stabilisateur régional qu'elle revendique tant que sa politique étrangère restera soumise aux aléas des changements de politique intérieure. À partir du raidissement avec le Nord voulu par le Président Lee Myung-bak dès 2008 la défiance des voisins de la Corée du Sud s'est accrue. Les relations politiques avec la Chine se sont sensiblement détériorées sans que celles avec le Japon se soient pour autant améliorées. De leur côté, les États-Unis qui s'appuient toujours prioritairement sur le Japon hésitent à donner plus de poids à la Corée du Sud dans l'organisation de l'Asie du Nord-Est. Tant que la Corée du Sud ne bénéficiera ni de la confiance de la Chine ni de celle du Japon, il lui sera difficile voire impossible de se positionner en pivot de la région et ses marges de manœuvre dans la région continueront de se réduire. Pour pallier cette perte d'influence et essayer de faire bonne figure, la Corée du Sud n'a pas beaucoup de solutions de rechange. Le développement de ses relations avec l'Europe, mais aussi l'Australie, le Canada et l'Asie du Sud-Est est donc devenu en l'espace de quelques années un impératif de la politique étrangère du pays.

\*\*\*

## **PERCEPTION MUTUELLE**

Vu des États-Unis la Corée du Sud est perçue comme un allié proche même si ce dernier manifeste régulièrement des velléités d'autonomie. Moins importante que le Japon, la Corée du Sud reste un État clef dans le dispositif américain en Asie-Pacifique pour surveiller la Corée du Nord, la Chine mais aussi la Russie.

## **REPRÉSENTATIONS AMÉRICAINES DE LA CORÉE DU SUD :**

- Un allié proche (politiquement, militairement et économiquement) ;
- Un État ayant participé aux côtés des États-Unis aux guerres du Viêt-nam, d'Irak et d'Afghanistan ;
- Un pays dont l'essor économique a été réalisé sous protection américaine et grâce à de nombreux investissements américains ;
- Un pays placé sous la menace directe de la Corée du Nord ;
- Un allié qui cherche à devenir plus autonome, qui se pose des questions sur la solidité de l'alliance avec les États-Unis et de plus en plus dépendant de la Chine d'un point de vue économique.

De son côté la Corée du Sud voit dans les États-Unis le pays qui a battu le Japon et mis fin à la colonisation. Pour la Corée du Sud les États-Unis représentent également le pays qui l'a sauvée en 1950 consécutivement à la tentative de réunification par la force de la Corée du Nord. De ce fait les générations les plus anciennes ont le sentiment d'une dette envers les États-Unis. Un attachement qui s'amoindrit cependant avec l'arrivée des nouvelles générations. Ces dernières tendent à considérer les troupes américaines comme des forces d'occupation et demandent un changement radical de politique intérieure mais aussi à l'égard de la Corée du Nord.

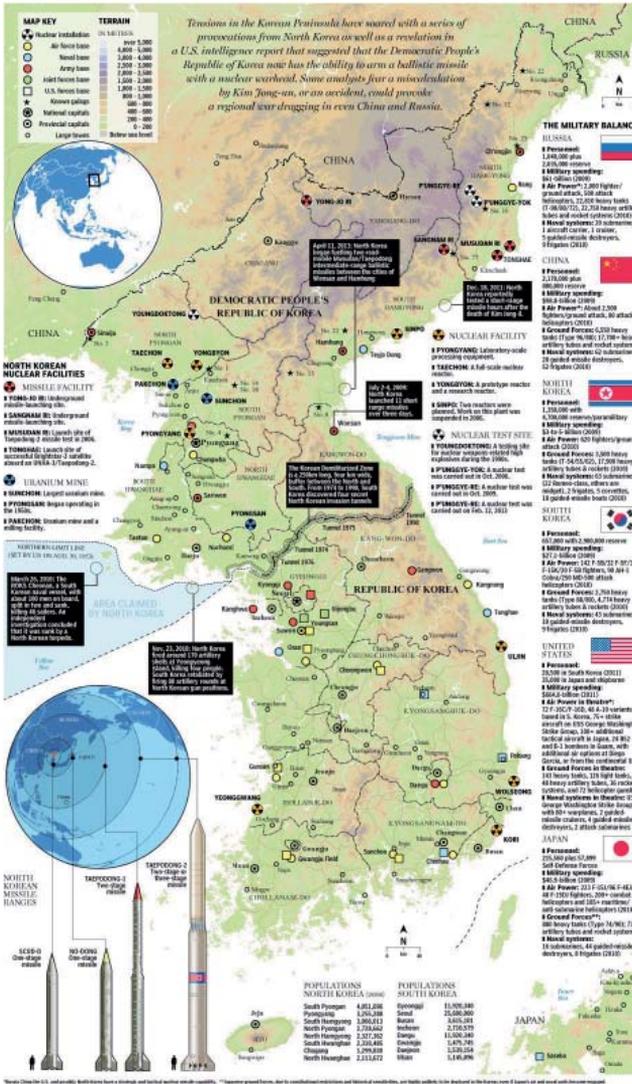
### **REPRÉSENTATIONS SUD-CORÉENNES DES ÉTATS-UNIS :**

- Un pays ayant trahi la Corée au début du XX<sup>e</sup> siècle mais l'ayant sauvée deux fois au milieu du siècle dernier (victoire contre le Japon, guerre contre la Corée du Nord) ;
- Un pays ayant soutenu les régimes autoritaires et la dictature ;
- Un pays disposant de troupes en Corée du Sud et imposant souvent ses positions et intérêts de manière brutale ;
- Un modèle en perte de vitesse et pas toujours adapté aux réalités sud-coréennes ;
- Un pays capital pour la sécurité de la Corée du Sud mais considéré comme trop proche du Japon et maladroit à l'égard de la Corée du Nord.

# Situation stratégique dans la péninsule coréenne

THE NORTH KOREAN CRISIS

# MILITARY BALANCE ON THE KOREAN PENINSULA



Source : <wpmedia.news.nationalpost.com/2013/04/fo0413\_koreamilitarybalance2013\_c\_rj1200c.jpg>

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Leveau Arnaud - 88.165.135.21 - 15/01/2014 15h57. © L'Esprit du temps

### Zone industrielle de Kaesong



Sources : <[news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7327848.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7327848.stm)>